



Avenant n°5

au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Entre

Le Syndicat Mixte AUTOLIB' METROPOLE, dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France préfet de Paris, ayant son siège au 16, rue de la Banque, à Paris (75002), représenté par Monsieur Julien BARGETON, Président, dûment habilité aux fins des présentes suivant délibération du Comité Syndical en date du 17 septembre 2013, ci-après dénommé le «Concédant »,

D'une première part,

Et

SOCIÉTÉ AUTOLIB', Société par Actions Simplifiée au capital de 40.040.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 23 rue du Professeur Victor Pauchet, 92420 Vaucresson, représentée par Monsieur Hervé CHAMPION agissant sur pouvoir de Monsieur Gilles ALIX conféré en sa qualité de Président en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé le « Concessionnaire ».

D'une deuxième part,

Le Concédant, le Concessionnaire sont collectivement dénommés les « Parties » et chacun individuellement une « Partie ».

JB

PREAMBULE

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après «la Convention ou Concession »). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

I – Réalisation des objectifs relatifs aux Stations en voirie et hors voirie

Une phase de test du service s'est déroulée entre le 1^{er} octobre et le 4 décembre 2011.

Conformément à la Convention, en particulier l'Annexe A8-19 à la Convention portant sur les principes et les modalités de mise en œuvre de la garantie de bonne exécution et prévoyant les engagements et les garanties apportées par Bolloré, le Concédant et le Concessionnaire se sont réunis le dernier jour de la Phase 1 du Service et ont consigné dans un procès-verbal, signé contradictoirement, l'atteinte des Objectifs Clés du Service tels que définis à l'article 1.1.5 de l'Annexe A8-19 précitée.

Le Service a donc pu être ouvert selon les dispositions de la Convention le 272ème jour suivant la date de Notification de la délégation de service public.

Un avenant à la Convention (Avenant n°1 à la Convention) a été signé entre le Concédant et le Concessionnaire le 24 février 2012.

La Convention prévoit également qu'au début de la Phase 2, le Concédant et le Concessionnaire se réunissent à nouveau afin de constater et de consigner dans un procès-verbal, signé contradictoirement, si les conditions prévues par la Convention et ses Annexes pour l'ouverture de la Phase 2 sont réunies.

Le 31 mai 2012, dernier jour de la Phase 1, le Concédant et le Concessionnaire, se sont donc réunis aux fins de consigner dans un procès-verbal l'atteinte des Objectifs Clés du Service prévus pour l'ouverture la Phase 2.

Par ledit procès-verbal, le Concédant et le Concessionnaire ont reconnu que le Concessionnaire avait rempli ses engagements en ce qui concerne la mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR et de Stations à la date de début de la Phase 2, à savoir :

- L'objectif de livraison de 1740 véhicules Autolib' (Bluecar) a été rempli selon les conditions de la Convention, ses Annexes et du courrier du Concédant à Monsieur Gilles ALIX du 22 mai 2012 proposant au Concessionnaire de déployer un nombre de véhicules en cohérence avec le nombre de places disponibles et de stocker à part le cas échéant, le reste des véhicules immatriculés et affectés au Service ;
- Le Concessionnaire a rempli ses engagements de mise en service d'un nombre minimum de Stations tel que prévu à l'article 14.1.3 de la Convention modifié par l'article 5 de l'Avenant n°1 à la Convention et tenant compte de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, selon le courrier du Concédant à Monsieur Gilles ALIX du 15 mai 2012 et celui de Monsieur Gilles ALIX à Monsieur Sylvain MARTY du 30 mai 2012, à savoir 515 Stations.

Par lettre en date du 13 juillet 2012, Monsieur Gilles ALIX a informé Monsieur Marcelino PERA que 64 Stations qui n'avaient pu être livrées à la date du 30 mai 2012 pour des motifs non imputables au Concessionnaire le furent le 21 juin 2012 et que 66 Stations faisaient l'objet de reports non imputables également au Concessionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Avenant n°1 à la Convention, il est stipulé que le

solde des Stations en voirie, ajusté des éventuels reports et annulations non imputables au Concessionnaire, devra être livré au 1er octobre 2012.

Par le courrier précité de Monsieur Gilles ALIX en date du 13 juillet 2012, ce dernier a fait part au Concédant de son souhait de déterminer le solde des Stations devant être livrées pour la date du 1er octobre 2012. Il rappelait qu'il disposait de 171 adresses validées et fournies par le Concédant pour lesquelles un statut a été affecté dans un tableau joint en annexe audit courrier (ex : études, dossier à présenter à une instruction technique, etc.) .

Compte tenu de l'expérience accumulée par le Concédant et le Concessionnaire, Monsieur Gilles ALIX avait estimé que le taux de chute moyen pour un lot de Stations était de l'ordre de 35%. En conséquence, il proposait d'appliquer ce taux aux 171 adresses fournies et de retenir un objectif de 110 Stations en voirie supplémentaires à réaliser, soit un total de 689 Stations en voirie, pour la date 1er octobre 2012 sous réserve des éventuels reports ou annulations qui ne seraient pas imputables au Concessionnaire.

Le Concédant a admis que 683 Stations devaient être livrées à la date du 1er octobre 2012.

A la date du 1er octobre 2012, il apparaissait que 683 Stations en voirie avaient été livrées, le solde étant retardé pour des raisons non imputables au Concessionnaire.

Les Parties ont également admis et consigné dans un procès-verbal du 10 octobre 2012 qui a été entériné par un avenant n°3 à la Convention en date du 21 novembre 2012, que 200 Stations en voirie devaient être livrées pour le 1er juin 2013 par le Concessionnaire, sous réserve de causes extérieures et non imputables à celui-ci.

Au 30 mai 2013, les Parties se sont rencontrées afin d'établir un bilan contradictoire de réalisation des objectifs fixés dans l'avenant n°3 à la Convention en date du 21 novembre 2012.

Ainsi, les Parties ont constaté le 30 mai 2013 que sur les 200 Stations en voirie devant être livrées pour le 1er juin 2013, 110 Stations ont été livrées effectivement et que le solde de celles-ci, soit 90 Stations, n'avait pu être livré en raison d'impossibilités techniques ou de manque d'adresses validées qui devaient être transmises au Concédant par ses membres. Le Concédant a donc admis que la non réalisation de 90 Stations en voirie ne pouvait être imputée au Concessionnaire.

A-SUR LES OBLIGATIONS PARTICULIERES DE LIVRAISON PAR LE CONCESSIONNAIRE D'ESPACES AUTOLIB'

Selon les dispositions de l'article 2 de l'Avenant n°1 à la Convention, le nombre d'Espaces a été fixé à 40 à Paris et à 50 en banlieue, ces nombres pouvant être réduits respectivement à 33 à Paris et à 45 en banlieue sous réserve que des bornes d'abonnement soient installées en compensation dans des lieux publics en nombre au moins égal et en veillant à la cohérence du maillage.

Par procès-verbal en date du 10 octobre 2012, les Parties ont constaté que sur les 683 Stations en voirie devant être livrées par le Concessionnaire au 1er octobre 2012, un certain nombre d'Espaces n'avait pu être réalisé en raison soit d'impossibilité technique, soit de rejets de dossiers d'instruction technique, soit de réajustement à la baisse par certaines communes membres du Concédant du nombre d'Espaces à implanter sur leur domaine.

Ainsi, 36 Espaces avaient été livrés en phase 1 (5 décembre 2011) et 28 autres l'ont été à la date du 1er octobre 2012, soit au total 64 Espaces à la date du 1er octobre 2012.

Dans l'avenant n°3 à la Convention du 21 novembre 2012, il était stipulé que le Concessionnaire devait livrer 14 Espaces pour le 1er juin 2013. Le Concessionnaire a admis qu'à la date du 30 mai 2013, sur les 110 stations supplémentaires en voirie livrées, seulement 5 Espaces en faisaient partie dont deux réalisés en attente de mise sous tension par ERDF. Le solde restant à livrer, à savoir 9 Espaces n'ayant pu l'être en raison de manque d'adresses validées qui devaient être transmises au Concédant par ses membres.

En conséquence, le Concédant admet que les causes de la non réalisation des 9 Espaces manquants ne peuvent être imputées au Concessionnaire.

B-SUR LES OBLIGATIONS DE LIVRAISON PAR LE CONCESSIONNAIRE DE STATIONS HORS VOIRIE

Conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention, il a été prévu que le calendrier de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie soit, d'une part, de 100 Stations hors voirie livrables au 1er octobre 2012 et d'autre part, que le solde soit livré au 1er juin 2013.

Par courriers en date des 2 août 2012 et 21 septembre 2012 ainsi qu'au travers des communications échangées au cours Comités de Pilotage (« COPIL ») réunissant le Concédant et le Concessionnaire, ce dernier a rappelé qu'en 2011, les Parties partageaient des préoccupations légitimes quant à l'incertitude de l'encadrement législatif et réglementaire relatif au déploiement des points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés qui aurait pu restreindre voire interdire l'installation de Stations sur les Périmètres hors voirie.

Suite à la publication le 20 juin 2011 par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement d'une série de recommandations, il s'avéra que les conditions économiques de réalisation des Stations sur les Périmètres hors voirie n'étaient plus acceptables tout en progressant vers un niveau de complexité de réalisation qui n'existait pas auparavant.

Le préambule de l'Avenant n°1 à la Convention en fait état avec clarté en ces termes :

« Au mois de juin 2011, le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement a publié sur son site internet une série de recommandations applicables au déploiement de points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés. Ces recommandations rendaient impossible l'installation de Stations Autolib' en parcs de stationnement souterrain à des conditions économiquement acceptables.

Après une discussion approfondie avec l'ensemble des acteurs de la filière (constructeurs automobiles, exploitants de parcs de stationnement souterrains, gestionnaires de flotte de véhicules électriques), les services de l'Etat ont décidé de procéder à une analyse du risque présenté par les véhicules électriques en cas d'incendie de la batterie ou du véhicule. Des tests ont été menés aux mois d'octobre et de novembre 2011. Les véhicules et les batteries utilisés pour le service Autolib' ont été soumis à l'ensemble des tests par des experts indépendants.

Les résultats ont démontré que la dangerosité des véhicules électriques était tout à fait comparable à celle des véhicules thermiques de même gabarit et que les recommandations publiées par le Ministère n'étaient pas nécessaires. Toutefois, en application du principe de précaution, et compte tenu de la nouveauté des risques induits par les véhicules et les batteries électriques, les services de l'Etat ont souhaité maintenir une partie des recommandations à titre prudentiel. Ces dernières, si elles n'empêchent plus la réalisation de l'ensemble des Stations, renchérissent tout de même leur coût de réalisation et rendent très complexe la réalisation de certaines d'entre elles, notamment celles qui étaient prévues dans les parcs de stationnement non ouverts au public ou dans les parcs les plus vétustes. »

La Commission Centrale de Sécurité a publié un document daté du 2 février 2012 intitulé cahier des charges relatif à l'installation d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables dans les parcs de stationnement couverts recevant du public ou intégrés à un immeuble de grande hauteur (ci-après le « Cahier des Charges applicable dans les parcs de stationnements »). Ce document a posé de nouvelles règles et des restrictions techniques quant à l'installation de Stations Autolib' en milieu confiné notamment.

Après signature de l'Avenant n°1 à la Convention et suite à la connaissance du contenu du cahier des charges précité, le Concessionnaire a procédé à l'élaboration puis au lancement le 20 février 2012 de l'appel d'offres travaux aux entreprises imposé notamment par le décret n°2010-406 du 26 avril 2010 relatif aux contrats de concession de travaux publics et portant diverses dispositions en matière de commande publique.

Le Concessionnaire et le Concédant se sont ensuite concertés début mars 2012 afin d'étudier les conditions de réalisation de certains parcs et de retenir un maillage cohérent de parcs avec les Stations en voirie réalisées ou programmées.

Puis, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'avenant n°1 à la Convention et aux dispositions du Cahier des charges, le Concessionnaire a procédé à une analyse approfondie parc par parc afin de mesurer la faisabilité de l'installation de Stations sur les Périmètres hors voirie.

À cet effet, le Concessionnaire a entrepris des démarches actives auprès des exploitants de Périmètres hors voirie afin de déterminer les conditions juridiques, techniques et financières pour permettre l'installation d'une Station.

Or, le 30 juillet 2012, lors d'une réunion qui s'est tenue à la Mairie de Paris et à laquelle le Concédant et le Concessionnaire ont assisté, ces derniers ont pris note des positions prises par l'Architecte en Chef de la Commission de Sécurité de la Préfecture de Police qui ont remis en cause les capacités du Concessionnaire à réaliser des Stations sur les Périmètres hors voirie dans les délais fixés à l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention.

Par courrier en date du 2 août 2012, le Concessionnaire a informé le Concédant des conséquences de ces positions sur le planning de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie.

Néanmoins, dans l'intervalle, le Concessionnaire a poursuivi ses discussions avec plusieurs exploitants de parkings en réexaminant à l'aune des nouvelles positions prises par la Commission de Sécurité la faisabilité d'installation d'une Station. Au 28 août 2012, 114 parcs avaient fait l'objet de visites techniques.

Au surplus, un grand nombre d'exploitants de Périmètres hors voirie n'avaient pas entamé des discussions avec le Concessionnaire malgré ses invitations.

Le 12 septembre 2012, le Concessionnaire informait par courrier le Concédant du nombre de parkings pour lesquels une visite approfondie avait été réalisée et du retard certain de livraison de Stations sur les Périmètre hors voirie pour la date 1er octobre 2012 consécutivement notamment au délai d'examen des dossiers d'autorisation par la Commission de Sécurité dont le Concessionnaire avait rappelé que la présentation dudit dossier est du ressort exclusif de l'exploitant du parking concerné.

Le Concessionnaire dans ledit courrier informait le Concédant que compte tenu des événements extérieurs et indépendants de sa volonté, il était empêché d'atteindre l'objectif de livraison de 100 Stations sur les Périmètres hors voirie à la date du 1er octobre 2012.

Ayant reconnu les diligences et efforts du Concessionnaire pour tenter de parvenir à l'objectif de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie tel que fixé dans l'Avenant n°1 à la Convention ainsi que le caractère non imputable de ces événements au Concessionnaire, le Concédant a exprimé

son souhait qu'une redéfinition des objectifs de réalisation puisse être effectuée d'un commun accord entre les Parties, sous réserve de l'adoption d'une délibération en ce sens par le Comité Syndical du Concédant.

Ladite délibération ayant été adoptée, les Parties ont arrêté en conséquence dans un avenant n°3 à la Convention de nouvelles dispositions de réalisation des Stations hors voirie, à savoir :

- 20 Stations devaient être livrées pour le 31 décembre 2012
- 45 stations devaient être livrées pour le 31 mars 2013
- Le solde des 100 premières stations devaient être livrées pour le 1er juin 2013

Conformément audit avenant n°3, les Parties ont également convenu de se rencontrer le 31 mai 2013 pour décider du planning de réalisation du solde des stations hors voirie.

Depuis, les parties se sont ensuite régulièrement rencontrées dans des comités de pilotage (COPIL).

Depuis Août 2012, le Concessionnaire a fait part au Concédant de ses difficultés à progresser sur la réalisation des Stations hors voirie principalement pour les deux raisons suivantes :

- La procédure d'étude et d'acceptation des dossiers d'études des Stations par la commission centrale de sécurité n'était pas encore en place, le projet Autolib' étant pionnier par rapport au nouveau cahier des charges déterminant les conditions de déploiement d'infrastructures de recharge de véhicules électriques dans les parcs en ouvrage.
- Les exploitants de parcs se sont opposés à des conventions individuelles avec le Concessionnaire et ont demandé à ce que celles-ci soient d'abord négociées globalement sous l'égide de l'APEP, l'Association des Promoteurs et Exploitants de Parcs, contrairement à ce qui avait été envisagé initialement.

Ainsi, les premiers dossiers d'autorisation ont été remis fin août 2012 par le Concessionnaire aux exploitants de parcs pour être déposés en Préfecture.

Par ailleurs, nonobstant la proposition de convention d'occupation transmise par le Concessionnaire aux exploitants de parcs dès le mois d'août 2012, lesdits exploitants se sont progressivement opposés au démarrage des travaux tant qu'une convention cadre n'aurait pas été signée sous l'égide de l'APEP.

Il en résulte que le Concessionnaire n'a pu réaliser que 7 Stations hors voirie sur les 20 qui devaient l'être le 31 décembre 2012, ce que reconnaît le Concédant, lequel admet également que les causes de la non réalisation des 13 Stations hors voirie ne peuvent être imputées au Concessionnaire.

Conformément aux dispositions de la Convention, le Concédant a fait ses meilleurs efforts pour apporter son soutien au Concessionnaire à savoir, l'organisation de pas moins de 5 réunions avec l'APEP du 13 décembre 2012 au 6 février 2013, ainsi que plusieurs contacts avec la Préfecture et la Commission Centrale de Sécurité afin que le traitement des dossiers déposés soient diligents.

Grâce aux efforts conjoints du Concédant et du Concessionnaire, ce dernier a pu réaliser au 31 mars 2013 :

- 13 stations hors voirie supplémentaires livrées sur les 45 devant l'être aux termes de l'avenant n°3 à la Convention
- 7 Stations réalisées mais non livrées en attente pour cause de non conformité électrique du parc ou d'attente de signature de la convention d'occupation avec son exploitant.
- 57 dossiers déposés en Préfecture pour étude de la commission centrale de sécurité.

Le Concédant reconnaît que les causes de non réalisation des 32 Stations hors voirie prévues au 31 mars 2013 ne peuvent être imputées au Concessionnaire.

Lors des réunions « COPIL », le Concessionnaire a informé régulièrement le Concédant de ses difficultés à obtenir, pour les dossiers d'autorisation déposés, des avis positifs des services de la Préfecture. Par ailleurs, les Parties ont été informées que de nouvelles dispositions étaient à l'étude pour modifier le Cahier des Charges applicable dans les parcs de stationnements. De fait, le Concessionnaire a constaté la raréfaction de transmission desdits avis par les services de la Préfecture et, la date du 30 mai 2013, le Concédant reconnaît que la situation n'a pas évolué.

Nonobstant les difficultés rencontrées, les Parties constatent qu'à la date du 30 mai 2013, 5 Stations hors voirie ont été livrées sur les 35 Stations hors voirie devant l'être au 1^{er} juin 2013.

Le Concédant reconnaît que les causes de la non réalisation desdites 35 Stations hors voirie prévues au 1^{er} juin 2013 ne peuvent être imputées au Concessionnaire

Le 30 mai 2013, le Concédant et le Concessionnaire, se sont donc réunis aux fins de consigner dans un présent procès-verbal l'atteinte ou non des objectifs fixés dans les avenants n°1 et 3 à la Convention et d'en tirer les conséquences.

Ayant reconnu les diligences et efforts du Concessionnaire pour tenter de parvenir à l'objectif de livraison des Stations sur les Périmètres en voirie et hors voirie tel que fixé dans la Convention et ses Avenants n°1 et n°3 ainsi que le caractère non imputable de ces événements au Concessionnaire, le Concédant a exprimé son souhait qu'une redéfinition des objectifs et des modalités de réalisation puisse être effectuée.

II – Station temporaire

Afin de permettre un meilleur maillage des stations en voirie tout en bénéficiant d'installations à caractère temporaire, mieux adaptables à certaines contraintes particulières de l'environnement urbain, le Concédant a demandé au Concessionnaire la création d'une station dite temporaire.

III- Bornes de charges supplémentaires

Afin de renforcer la qualité du service et d'anticiper le développement du véhicule électrique au sein du périmètre de la Concession, le Concédant a démarré une phase d'études pour des bornes de recharge complémentaires sur les Périmètres existants ou futurs de la Concession. A l'issue des dites études, le Concédant a souhaité se réserver l'opportunité d'enjoindre au Concessionnaire d'étendre le Périmètre en voirie des Stations ou Espaces par l'adjonction de bornes de recharge supplémentaires bénéficiant d'améliorations techniques significatives et de mise en œuvre de techniques nouvelles d'implantation.

Les Parties ont entamé des discussions aux termes desquelles le Concessionnaire a accepté, par anticipation, d'appliquer une diminution de sa tarification applicable aux recharges de véhicules électriques tiers en contrepartie de l'unification du régime de redevance annuelle d'occupation applicable aux bornes de recharge supplémentaires fixée au point d) de l'article 5.1.1.1 de la Convention réalisées dans le cadre d'une extension du Périmètre d'une Station ou d'un Espace.

Dans ce contexte et compte tenu de l'expérience accumulée tout au long du processus d'autorisation jusqu'à la réalisation des Stations, les Parties ont été amenées à repréciser et à détailler les conditions et modalités de la mise en œuvre de l'extension de Périmètre en voirie, en proposant la modification du point d) de l'article 5.1.1.1 de la Convention et de son Annexe A8-25.

IV – Bilan fonctionnel et schéma organisationnel

Selon les articles 22 et 30.2 de la Concession, le Délégué transmet annuellement au Concédant, respectivement, un schéma organisationnel à jour au cours du mois de janvier, ainsi qu'un bilan de fonctionnement à la date d'anniversaire de la Convention, soit le 4 février. A ces documents s'ajoutent les informations comptables et financières dues pour le 1^{er} juin.

Dans un esprit de simplification opérationnelle, le Délégué a proposé au Concédant, qui a accepté, de transmettre l'ensemble des documents prévus par la Convention à une seule date, à savoir le 1^{er} juin.

V – date de versement des redevances d'occupation des Périmètres en voirie

Le versement des redevances pour occupation du domaine public, relatives aux Périmètres en voirie de la Concession, telles que prévues à l'article 43.1 est dû pour le 1^{er} octobre de chaque année.

Dans un esprit de simplification de cette opération les Parties se sont mises d'accord pour aligner la date servant de base au calcul de la redevance avec l'année civile, soit le 31 décembre de chaque année, avec un versement provisoire en décembre suivi d'un calcul définitif et d'un versement complémentaire éventuel avant le 15 janvier de l'année suivante.

VI- Augmentation du nombre de BLUECAR en 2013

Tenant compte de l'augmentation du nombre de stations depuis la date de signature de la Convention ainsi que du nombre de véhicules immobilisés toutes causes confondues, le Délégué, à la demande du Concédant, s'est engagé à mettre en service 260 véhicules supplémentaires avant le 31 décembre 2013 qui s'ajoutent aux 1740 véhicules mis en service au début de la phase II.

VII- Modification de la limite et du périmètre de la concession

Les Parties se sont mises d'accord pour accroître au cas par cas, la limite de la Concession ainsi que son périmètre, de manière ciblée.

VIII- Transfert des données en fin de Concession

La Convention de Concession a défini comme biens de retour, l'ensemble des données d'exploitation du service. Afin de préparer au mieux la transition en fin de Concession les Parties se sont mises d'accord pour établir un « Plan de Réversibilité ».

-----*****-----

Il est précisé que les termes employés par le présent Avenant ont le sens qui leur est donné par la Convention et ses Annexes.

Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit par les Parties :

Article 1 : Nombre de Stations ou Espaces en voirie

La livraison du solde des Stations sur les Périmètres en voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 1^{er} juin 2013 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 90 Stations en voirie, est reportée à la date du 1^{er} juin 2014 sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

Article 2 : Nombre d'Espaces en voirie

La livraison du solde des Espaces Autolib' n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2013 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 9 Espaces Autolib', est reportée à la date du 1^{er} juin 2014, sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

Article 3 : Nombre de Stations hors voirie

La livraison du solde des Stations sur les Périmètres hors voirie qui n'a pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2013 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire est au total de 75 Stations sur les Périmètres hors voirie.

Compte tenu des incertitudes sur les nouvelles dispositions réglementaires non encore connues à ce jour et de la suspension de l'étude des dossiers d'autorisations déposés en Préfecture de Police, les Parties décident que la livraison du solde des Stations au 31 mai 2013 est reportée. Lesdites Parties se rencontreront avant le 18 octobre 2013 pour faire le point sur les nouvelles dispositions, étudier les conséquences et convenir de la quantité et du calendrier des Stations à réaliser sur les Périmètres hors voirie tant en ce qui concerne le solde des Stations non livrées au 31 mai 2013 que sur les 100 autres Stations restant à livrer au-delà du 1^{er} juin 2013.

Compte tenu de ce qui précède, afin de ne pas retarder le déploiement du Service Public Autolib' et d'assurer la cohérence du maillage des Stations Autolib', les Parties prennent d'ores et déjà les dispositions suivantes :

- Concernant les Stations hors voirie situées sur la Ville de Paris qui n'ont pu faire l'objet d'une réalisation pour les motifs énoncés ci-dessus, 50 au minimum seront redéployées en voirie sur Paris. La désignation desdites Stations hors voirie, sera effectuée d'un commun accord entre les Parties. Il en sera de même des localisations sur Paris des Stations en voirie issues du redéploiement. Le nombre de Stations en voirie demandées sur Paris étant de 500 comme indiqué dans le nota bene figurant sur la première page de l'Annexe A8-2 de la Convention, les Parties décident que ce chiffre sera automatiquement adapté sans formalité en fonction du nombre de Stations ayant fait l'objet d'un redéploiement.
- En ce qui concerne les Stations hors voirie qui ne sont pas situées sur la Ville de Paris, le Concédant pourra notifier au Concessionnaire un redéploiement en voirie desdites Stations. A cet effet, la désignation desdites Stations hors voirie sera effectuée d'un commun accord entre les Parties. Il en sera de même des localisations des Stations en voirie issues du redéploiement.

Article 4 : Types d'installations

Afin de permettre l'installation temporaire de Stations en voirie, il a été réalisé un nouveau type d'installation dont les caractéristiques figurent en **Annexe 1** au présent avenant.

En conséquence, les Parties décident de modifier la Convention comme suit :

- Le premier paragraphe de l'article 5.1.1 de la Convention est remplacé par le suivant :
« *Le Concessionnaire réalisera trois types d'installations dont les caractéristiques principales et principes de fonctionnement décrits ci-après figurent en Annexe A8-5. »*
- Le second paragraphe de l'article 5.1.1.1 est modifié comme suit :
« *Les Stations seront identifiées et délimitées par un marquage au sol et une signalétique au sol et sur voirie spécifiques conformément à l'annexe A8-5. Les Stations sur voirie peuvent être fixes ou temporaires selon le descriptif figurant à ladite annexe A8-5. »*
- Il est ajouté à l'Annexe A8-5 de la Convention le schéma d'une Station temporaire en voirie figurant à l'annexe 1 du présent avenant.
- Il est ajouté à l'Annexe A8-11 de la Convention le bordereau de prix de la Station temporaire en voirie figurant en **Annexe 2** au présent avenant.

Article 5 : Nouveaux emplacements et bornes de recharge supplémentaires

- Il est ajouté après le premier paragraphe de l'article 4.5.4 de la Convention le nouveau paragraphe suivant :

« *Dans le cas où le Concédant estimerait nécessaire pour le bon déploiement ou l'optimisation du service d'étendre le Périmètre en voirie des Stations ou Espaces Autolib' réalisés, il pourra instruire à tout moment le Concessionnaire de réaliser cette extension sous réserve de sa faisabilité technique, légale et réglementaire. Le financement de cette extension et l'ensemble des coûts liés à celle-ci seront pris en charge par le Concédant selon le bordereau de prix figurant au point 2 de l'Annexe A8-25 et pour le montant de redevance annuelle d'occupation spécifiée au point d) de l'article 5.1.1.1 de la Convention. »*
- Le point 2 de l'Annexe A8-25 de la Convention est remplacé par les points 2a) et 2b) figurant en **Annexe 3** au présent avenant.
- Le troisième paragraphe du point d) de l'article 5.1.1.1 de la Convention est modifié comme suit :

« *Le Concédant dressera au plus tard SOIXANTE (60) jours avant le dépôt du dossier d'instruction technique des travaux à réaliser sur les Stations et Espaces, la liste de ces dernières qui doivent faire l'objet de cette extension et dont le financement sera assuré par le Concédant selon le bordereau de prix figurant au point 1 de l'Annexe A8-25. Si la désignation des Stations et Espaces est communiquée moins de SOIXANTE (60) jours avant le dépôt du dossier d'instruction technique des travaux à réaliser sur les Stations et Espaces et avant la date de début des travaux spécifiés dans l'arrêté pris par la collectivité compétente, le financement sera assuré par le Concédant selon le bordereau de prix figurant au point 2a de l'Annexe A8-25. Si ladite désignation est communiquée après la réalisation de la Station ou Espace, le financement sera assuré par le Concédant selon le bordereau de prix figurant au point 2b de l'Annexe A8-25. »*

Article 6 : Date de présentation et précisions sur le contenu du bilan de fonctionnement

- Les Parties décident de modifier comme suit l'article 30.2 de la Convention :

« Avant le 1er juin de l'année civile n, le Concessionnaire s'engage à présenter un bilan de fonctionnement du service se rapportant à l'année civile n-1.

Les documents transmis au Concédant seront similaires à ceux mentionnés à l'article 30.1. Il est précisé que le jugement du service par les utilisateurs et la population dont il est fait état à l'article précité sera demandé à ces derniers par sondage dont le mode de réalisation et le contenu des questions est élaboré d'un commun accord par le Concédant et le Concessionnaire.»

- En conséquence de ce qui précède, le bilan de fonctionnement de l'année 2013 devra être présenté avant le 1er juin 2014 et un Comité de Pilotage composé à parité par des membres du Concessionnaire et du Concédant sera chargé d'établir le contenu des questions du sondage spécifié dans l'article 30.2 modifié de la Convention.

Article 7 : Date de présentation du schéma organisationnel

- Les Parties décident de modifier comme suit le premier paragraphe de l'article 22 de la Convention :

« Dans les trois (3) mois suivant la Notification de la Concession et ensuite, avant le 1^{er} juin de l'année civile n, le Concessionnaire communiquera au Concédant un schéma organisationnel du personnel arrêté au 31 décembre de l'année n-1. Le schéma organisationnel mentionnera le nom des agents occupant des fonctions de Direction. »

- En conséquence de ce qui précède, le schéma organisationnel de l'année 2013 devra être présenté avant le 1er juin 2014.

Article 8 : Date de versement des redevances d'occupation des Périmètres en voirie

- Les Parties décident de modifier comme suit le troisième paragraphe de l'article 43.1 de la Convention :

« Le montant global de la redevance d'occupation est calculé sur la base d'une situation des Périmètres en voirie mis à disposition du Déléataire par le Concédant ; ladite situation est arrêtée chaque année au 31 décembre de l'exercice n pour la période débutant le 1^{er} janvier et s'achevant le 31 décembre. Il est entendu que la date de mise à disposition desdits Périmètres est celle de la date de début de travaux inscrite dans l'arrêté de travaux pris par la collectivité concernée membre du Concédant. Il est également entendu qu'en cas d'utilisation d'une place pour une durée inférieure à un (1) an, le Concessionnaire versera une redevance au prorata temporis calculée sur une base annuelle correspondante au nombre de jours de l'année civile considérée. Le Concessionnaire versera au Concédant au plus tard le 10 décembre de chaque exercice n, sur présentation d'un titre de recette, une provision sur le montant global de la redevance d'occupation des Périmètres en voirie pour l'exercice n calculé sur la base d'une situation provisoire prévisionnelle au 31 décembre. Le règlement

définitif du montant annuel global de la redevance d'occupation de l'exercice n est versé par le Concessionnaire au plus tard le 15 janvier de l'exercice n+1 sur présentation par le Concédant d'un titre de recette, les provisions versées étant déduites des sommes dues. »

Article 9 : Augmentation du nombre de BLUECAR mises en service en 2013

Les Parties décident de compléter l'avant dernier paragraphe de l'article 5.3.1 comme suit :

« À cet effet, il est convenu que le Concessionnaire s'oblige à mettre en service au plus tard le 31 décembre 2013, 260 BLUECAR supplémentaires par rapport au nombre de véhicules fixé pour la Date de Début d'Exploitation de la Phase 2 conformément à l'article 14.1.3 de la Convention.

Article 10 : Modification de la Limite et du Périmètre de la Concession

L'Annexe A8-1 de la Convention définissant notamment la Limite et le Périmètre de la Concession est modifiée par le document joint en **Annexe 4** au présent avenant n°5.

Article 11 : Modalité du transfert des données en fin de concession

- Les Parties décident de modifier comme suit le quatrième paragraphe de l'article 6.1 de la Convention :

« La communication au Concédant des données personnelles relatives aux Usagers et au personnel du Concessionnaire ne sera pas autorisée en cours de contrat. Les Parties se rapprocheront six mois avant la fin du contrat pour permettre la transmission de l'ensemble des données d'exploitation y compris les données personnelles, au Concédant et, le cas échéant, au nouvel exploitant selon un plan de réversibilité agréé d'un commun accord par les Parties. ».

- Aux fins d'établissement du plan de réversibilité spécifié au quatrième paragraphe modifié de l'article 6.1 de la Convention, les Parties décident de créer un Comité de Pilotage composé à parité par des membres du Concessionnaire et du Concédant.

Article 12 : Entrée en vigueur du présent avenant

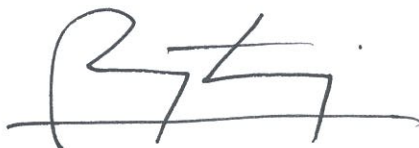
Le présent avenant entre en vigueur à sa date de signature.

le 30

Fait à Paris, le 17 octobre 2013

En quatre exemplaires

Pour le Concédant

A stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a large 'B' followed by a series of horizontal strokes.

M. Julien BARGETON

Pour le Concessionnaire

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Gilles ALIX' with a long horizontal stroke at the end.

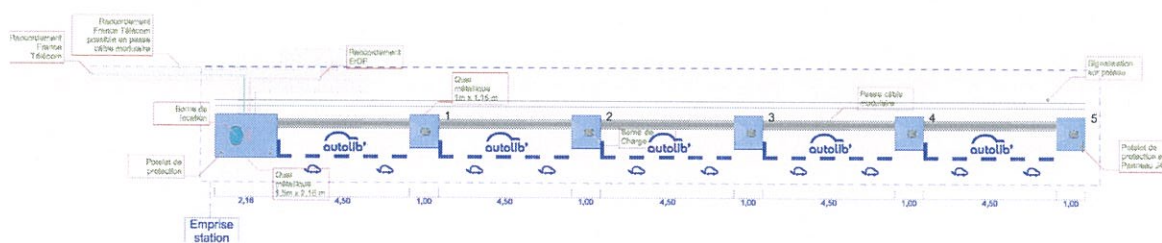
~~M. Gilles ALIX~~

Hervé CHAMPION

ANNEXE 1

DESCRIPTIF DE LA STATION TEMPORAIRE EN VOIRIE

Autolib : Plan type - station mobile sur voirie



k

وزن

ANNEXE 2

LISTE ET DESCRIPTION DES INSTALLATIONS POUR UNE STATION TEMPORAIRE ET LEURS COÛTS

- 1) Station Autolib' temporaire 5 places via bornes sur seuils métalliques auto-stables (6 seuils : 5 seuils pour bornes de charges & 1 seuil double pour borne de location) :

26 708,52 euro HT

- 2) Ce prix comprend les travaux nécessaires pour la réalisation de la station en voirie publique, il se décompose :

Station (type parking) 6 places en face à face : 10 964,10 euro HT

Lestage des quais via coffrages métalliques & béton intégrés aux modules : env. 4 000 euro HT (surcoût également lié à la livraison)

Modification du tableau électrique : env. 1 500 euro HT

Mise à la terre via 6 piquets de terre : 420 euro HT

La réalisation de la fouille compris raccordement sur réseau par ErDF: 1 140 euro HT

Signalisation verticale : 445 euro HT

Installation chantier : 3 788 euro HT pour une semaine.

Majoration de 20% pour la liaison (via goulotte posée en surface) entre les différents modules (soit 5 fois 5,55 mètres linéaires)

- 3) Au prix de fixé au point 1) ci-dessus, il convient d'ajouter

Tranchée compris câblage pour raccordement ErDF : 142,2 euro HT/ml (selon site)

Tranchée compris câblage pour raccordement FT : 139,7 euro HT/ml (selon site)

Goulotte compris câblage pour raccordement FT: 150 euro HT/ml (selon site)

Les honoraires pour les études (MOuvrage déléguée, MOeuvre, Bureau de contrôle, Distribution courrier riverains) au prix de : 3.625 € HT

Les frais de développement des bornes : .1.827 € HT

Les frais de maintenance annuelle de la station : 2.951 € HT

Le montant des équipements :

Prix unitaire de la borne de charge : 3.299 € HT

- Prix unitaire de la borne de location avec coffret électrique : 10.752 € HT

- 4) Les prix spécifiés ci-dessus ne prennent pas en compte les aléas (déclivité du sol, liaison équipotentielle avec les candélabres, discontinuité des places Autolib', etc.)

ANNEXE 3

BORDEREAU DE PRIX LIES A L'INSTALLATION DE BORNES DE CHARGE « RECHARGE ELECTRIQUE »

2 a) Coûts d'extension pour la réalisation et l'équipement d'un (1) emplacement d'une station ou d'un Espace applicables si la désignation des Stations ou Espaces devant bénéficier de bornes supplémentaires est communiquée par le Concédant moins de SOIXANTE (60) jours avant le dépôt du dossier d'instruction technique des travaux à réaliser sur les Stations et Espaces et avant la date de début des travaux spécifiés dans l'arrêté pris par la collectivité compétente.

- Coûts figurant au 1) de l'Annexe A8-25 de la Convention
- +
- Sur Paris : coûts liés à la représentation du dossier en instruction technique : 1.500 € HT
- OU
- Sur les communes de banlieue : coûts liés à la représentation du dossier au titre de la « synthèse » : 2.500 € HT

2 b) Coûts d'extension pour la réalisation et l'équipement d'un (1) emplacement d'une station ou d'un Espace réalisée

Études

- Présentation du dossier en instruction technique sur Paris ou présentation du dossier au titre de la « synthèse » sur les communes de banlieue membres du Syndicat Mixte Autolib' Métropole
- Envoi des Demandes de Travaux, traitement des réponses des concessionnaires...
- Relevé sur site complémentaire
- Étude de conception, faisabilité de la station
- Réalisation du plan de la station complète à l'échelle 1/200
- Réunion préalable au chantier - édition d'un compte rendu
- Réunion de réception - édition d'un compte rendu
- Suivi de la levée des réserves
- Suivi et Validation des plans de récolement

Travaux

Ce prix rémunère au forfait par station toutes les sujétions d'installation de la station prévues au lot VRD, selon les plans joints au dossier. Il comprend au minimum :

- L'installation temporaire de chantier, comprenant la sécurisation du site, les panneaux de chantier, la gestion de circulation des piétons et des véhicules, la dépose en fin de chantier et toutes les sujétions
- Le repérage des réseaux existants et leur matérialisation sur site ainsi que la fouille soignée pour l'inspection si nécessaire
- La protection des arbres et des équipements existants et leur remplacement ou réparation à l'identique en cas de détérioration
- L'implantation topographique de la station et son adaptation par rapport à la configuration du site
- La dépose et l'effacement de la signalisation routière existante
- La dépose et la repose des mobiliers urbains existants se trouvant dans l'emprise de la station dans des nouveaux emplacements
- L'ouverture des tranchées, quel que soit le type et l'occupation du sous-sol, la mise en stock des matériaux de bonne qualité et l'évacuation du reste à la décharge
- La mise en place des socles et fondations en béton armé, préfabriqués ou coulés en place, tel que défini dans les plans, y compris toutes sujétions
- La mise en place des socles et fondations en béton armé, préfabriqués ou coulés en place, tel que défini dans les plans, y compris toutes sujétions
- La fourniture et la pose de fourreaux pour les câbles de courant faible et courant fort, y compris la fourniture et le tirage des câbles selon le synoptique et toutes sujétions
- La fourniture et la pose de câble de terre en cuivre de 25mm² y compris piquet et raccordement aux ouvrages métalliques et installations électriques
- L'exécution pour réfection des sous couches des revêtements de voirie et de trottoirs y compris toutes sujétions
- L'exécution de réfection de revêtement de voirie et de trottoirs y compris couches de base et toutes sujétions
- La fourniture et pose de la signalisation horizontale, logos textes, délimitation des places ...

Option n°1 - Nano tranchée (25 cm de profondeur)

Prix forfaitaire pour l'ajout d'une borne de charge : 9 200 euro hors taxes

Prix forfaitaire pour l'ajout de deux bornes de charges : 13 700 euro hors taxes (soit 4 500 euro de plus value sur le prix forfaitaire pour l'ajout d'une borne de charge)

Option n°2 - tranchée « standard »

Prix forfaitaire pour l'ajout d'une borne de charge : 14 450 euro hors taxes

Prix forfaitaire pour l'ajout de deux bornes de charges : 22 200 euro hors taxes (soit 7 750 euro de plus value sur le prix forfaitaire pour l'ajout d'une borne de charge)

Ces prix forfaitaires s'entendent pour la réalisation de places contigües aux stations existantes AutoLib', les adaptations nécessaires aux caractéristiques des sites feront l'objet de devis complémentaires établis sur la base de bordereaux de prix (cf. document ci-après).

Annexe 01 - Bordereau des prix complémentaires

		Prix HT
Branchements - réalisation de tranchées "standard"		
Tranchée de raccordement Cforts & CFaibles sous trottoir	MI	191,30 €
Tranchée de raccordement Cforts & CFaibles sous chaussée	MI	273,86 €
Plus value pour reprise de revêtement en pavage	m2	41,40 €
Signalétique		
Seuil de voirie L80, P150 de 5 cm de hauteur en pierre naturelle granit tel que défini dans la fiche technique type (Bordure et remplissage en granit)	U	659,70 €
Démolition d'ouvrages enterrés		
Ce prix rémunère au mètre cube la démolition de maçonnerie, génie civil, rencontré lors de la réalisation des tranchées, quel que soit le ferrailage, partie à l'aide d'engins mécaniques, y compris toutes sujétions de démolition des massifs, chargement et transport des produits de démolitions aux décharges publiques.		
Démolition de maçonnerie non ferrillée	m3	108,50 €
Démolition de béton armé	m3	145,60 €
Bordures et caniveaux		
Dépose et repose de bordure tout type, ce prix comprend : la découpe soignée des revêtements, dépose de bordures compris terrassements, nivellement de la fouille, réalisation de fondation et butée de bordure en béton dosé à 250 kg de CPAL, évacuation aux décharges des terres excédentaires, y compris toutes sujétions de découpe par sciage pour rayons ou angles		
Bordurette béton existante compris toutes sujétions	MI	37,40 €
Bordurette béton type T	MI	32,70 €
Bordurette béton type P	MI	76,70 €
Bordures anti stationnement	MI	34,20 €
Caniveau béton type CS ou CC	MI	117,10 €
Fourniture et pose de bandes podotactile.	MI	41,80 €

Liste non limitative, dans le cas de travaux spécifiques non prévus dans les bordereaux de prix unitaires, ceux-ci feront l'objet de devis complémentaires.

